

# ARRÊTER L'ESCALADE

## Parlons des prisonniers

(Suite de la page 1)

cains, par une menace précise visant les bases d'agression américaines, il faut le faire à présent où l'engrenage de l'escalade n'est pas encore irréversiblement en marche. La rédaction des *Temps Modernes* défend enfin l'idée qu'une pression dans ce sens doit être exercée auprès de Moscou qui y sera plus sensible que ne le sont les dirigeants de l'impérialisme américain aux manifestations pour la paix. Autrement dit, la rédaction des *Temps Modernes* est d'avis que l'escalade peut être décisivement enrayée, non pas par une augmentation quantitative de l'aide au Vietnam sous les formes les plus multiples, mais par une mise en demeure faite par les autorités soviétiques, annonçant une intervention de leur part d'une autre nature contre les bases d'où partent les forces américaines dans cette guerre.

L'éditorial des *Temps Modernes* converge avec le point de vue que la Quatrième internationale a mis en avant depuis quelques mois, à savoir qu'une mise en garde solennelle conjointe des gouvernements soviétique et chinois était nécessaire pour faire réfléchir la Maison Blanche et le Pentagone, et les obliger à amorcer la descente. Nous n'avons pas d'objection à la proposition des *Temps Modernes*, car seule une déclaration du gouvernement soviétique irait à l'encontre de la base du raisonnement américain, à savoir que les Soviétiques ne s'engageront pas décisivement, et pourrait aussi contribuer à modifier l'attitude condamnable des Chinois contre le front unique avec les Soviétiques pour la défense du Vietnam.

A l'argumentation des *Temps Modernes*, tout aussi bien le *Nouvel Observateur* que l'*Humanité* ont répondu : votre proposition, ce serait la guerre mondiale. Tandis que le *Nouvel Observateur* déclare qu'il faut continuer à faire pression sur Washington, l'*Humanité* retrouve sans peine le vieux vocabulaire stalinien : provocateurs, irresponsables, et souligne le caractère « responsable » des dirigeants soviétiques. Chacun sait que la direction du P.C.F. ne reconnaît d'erreurs ou de fautes de dirigeants soviétiques que lorsque ceux-ci ont fait place à d'autres qui dénoncent leurs prédécesseurs ; aussi n'y a-t-il pas lieu de s'émouvoir des injures de la part de l'*Humanité*, et il faut s'efforcer de mettre en lumière les divergences réelles qui sont à la base de cette polémique.

A la rédaction des *Temps Modernes*, on pense en termes de victoire ou de

défaite des Vietnamiens et de la révolution coloniale. A l'*Humanité*, au *Nouvel Observateur*, tout comme au Kremlin, on pense en termes de *statu quo ante* (les accords de Genève de 1954) pour poursuivre paisiblement une politique de « co-existence pacifique ». D'où, dans le premier cas, l'idée d'une sorte d'ultimatum aux Etats-Unis. D'où, dans le second cas, l'idée d'augmenter seulement la pression sur Washington pour amener Johnson à de bons sentiments.

On ne viendra pas à bout de la volonté de l'impérialisme américain de triompher en exerçant seulement une pression même très grande, il faut le mettre en face de la menace du recours à une force similaire à la sienne. Mais alors ce sera la guerre ? Le « sens des responsabilités » n'est pas l'apanage des dirigeants du Kremlin ; ceux qui, aujourd'hui, posent le problème comme nous le faisons, comme le fait la rédaction des *Temps Modernes*, comme une minorité grandissante le fait, ont conscience de ce que signifierait une nouvelle guerre mondiale. Une démarche telle que celle proposée par les *Temps Modernes* comporte un risque, mais celui-ci est à présent très minime. Remarquons d'abord que l'on n'enraye pas à présent l'escalade. Si on laisse la situation actuelle suivre son cours, on n'évitera pas le recours au moyen proposé par les *Temps Modernes*. C'est là un argument que le *Nouvel Observateur* ne conteste pas, qu'on ne peut contester. On ne fait donc que différer ce risque à un moment et dans des conditions où il deviendra très grand parce que l'impérialisme américain serait si engagé que ses marges de manœuvre seraient bien plus réduites. La situation globale de l'impérialisme américain (économique, politique nationale, internationale) n'est pas telle aujourd'hui qu'il n'ait d'autre issue que de se lancer dans une guerre atomique qui serait une guerre suicide. La plus grande partie de son audace présente vient de sa spéculation que les Soviétiques ne feront pas beaucoup plus que ce qu'ils font maintenant pour aider le Vietnam et qu'ils ne sont pas du tout décidés à courir le risque de devoir aller jusqu'au bout. Mais que les Soviétiques changent sérieusement sur ce point, qu'ils le disent à haute et intelligible voix, et on peut être sûr que Washington réfléchira... et reculera.

Cette idée qu'on avancée les *Temps Modernes* et qui converge avec celle que la IV<sup>e</sup> Internationale a mise en avant depuis quelques mois ne peut manquer de

gagner du terrain, car de plus en plus nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la marche des événements au Vietnam et qui condamnent aussi bien le refus du front unique des Chinois que la mollesse du gouvernement soviétique. Diverses indications permettent de penser que ces idées ne sont pas seulement celles d'une petite avant-garde dans les pays capitalistes avancés (la correspondance reçue à ce sujet par l'*Humanité-Dimanche* est significative) et de larges courants dans les pays dits du « tiers-monde », mais qu'elles existent aussi dans des couches dirigeantes en U.R.S.S. et dans les Etats ouvriers d'Europe orientale où un « Munich » au Vietnam, camouflé par une aide inadéquate, est inacceptable. La pression doit s'élever, mais auprès de Moscou, pour en exiger une politique ferme. Un tournant à-bas aurait d'ailleurs pour conséquence immédiate de stimuler les actions dans le monde entier contre l'impérialisme américain.

La gravité de la situation souligne encore un point. L'impérialisme mondial, en dépit de ses contradictions internes qui ne sont pas petites, dispose d'une direction résolue. En face de lui, les mouvements de masse, malgré leur puissance, se trouvent paralysés en grande partie par la politique de directions bureaucratiques nationales rivales et l'absence d'une direction révolutionnaire internationale de masse. Il est impossible de surmonter cet état de fait en voulant manœuvrer ces directions bureaucratiques, comme l'a montré la Conférence tricontinentale de La Havane : il a été plus facile de calomnier les trotskystes que d'obtenir depuis lors des actions révolutionnaires des staliniens vénézuéliens, argentins, chiliens, brésiliens. Tout en impulsant et en multipliant les manifestations de solidarité envers le peuple vietnamien, tout en mobilisant les travailleurs pour exiger du gouvernement soviétique une intervention qui serait décisive pour enrayer l'escalade impérialiste, le problème de la construction de directions marxistes révolutionnaires, ce partis marxistes révolutionnaires de masse, d'une Internationale marxiste révolutionnaire de masse, est de plus en plus le problème décisif à résoudre pour écartier définitivement la menace d'un holocauste nucléaire en assurant des victoires de plus en plus étendues à la révolution socialiste mondiale.

Le 7 septembre 1966.

Pierre FRANK.

La rumeur suivant laquelle le gouvernement de la République démocratique du Vietnam ferait juger comme criminels de guerre les aviateurs américains tombés sur son sol au cours de leurs raids terroristes a mis la fièvre dans toute la bourgeoisie occidentale au mois de juillet. Wilson, qui ne rate pas une occasion de s'affirmer comme un bon valet du capital, a soulevé la question lors de son voyage à Moscou. Le secrétaire-général de l'O.N.U., U Thant (dont on parle de la candidature pour le prix Nobel de la paix) a pallié son impuissance sur les questions sérieuses en intervenant à ce propos. Le pape, toujours évangéliquement neutre, a soudain découvert que des crimes étaient possibles dans ce coin d'Asie.

Le gouvernement américain réclame pour ses prisonniers tous les privilèges de la convention de Genève concernant les prisonniers de guerre. Il dispose théoriquement d'un moyen très simple de les obtenir : déclarer la guerre officiellement au Nord-Vietnam. Or, il se refuse à reconnaître qu'il y a une guerre des Etats-Unis contre le Nord-Vietnam. Quelles sont les raisons de ce refus ? Le correspondant à Washington du *Monde* répond à cette question dans l'édition du 19 juillet :

« Le destin des captifs vietcongs... pose... un problème moral aux dirigeants américains, qui en sont d'autant plus conscients qu'ils n'ont pas réussi à le résoudre. Un magazine du dimanche à grand tirage répondait, après s'être renseigné à bonne source, de la manière suivante à la question d'un lecteur demandant pourquoi ni le Vietnam du Sud ni les Etats-Unis n'avaient déclaré la guerre au Vietnam du Nord : « Si le congrès se résolvait à déclarer la guerre, nous serions obligés d'honorer les accords de Genève (de 1949) concernant le traitement des prisonniers de guerre. Maintenant, tous les prisonniers que nous faisons au Vietnam sont livrés à l'armée sud-vietnamienne. » Des Américains participent aussi aux interrogatoires de ces prisonniers. C'est même sur leurs confessions que re-

## mis en accusation par les

POUR la troisième fois en quelques mois, une page entière de l'*Humanité-Dimanche* est consacrée aux lettres de lecteurs sur le conflit vietnamien. L'ampleur de cette correspondance qui, selon J.E. Vidal lui-même, tiendrait à peine dans un livre, les critiques ouvertes et souvent violentes formulées dans chacune des lettres, la réponse détaillée de l'*Humanité* révèlent le malaise profond qui règne parmi les militants et électeurs communistes devant l'escalade américaine et la passivité dont fait preuve le « camp socialiste ».

« Prisonniers de notre impuissance, nous nous sentons tous plus ou moins mauvaise conscience » ; aucune phrase ne pourrait mieux résumer le désarroi des lecteurs qui est le point de départ de leurs réflexions et de leurs propositions.

Pour beaucoup d'entre eux, les provocations américaines laissées sans réponse sous prétexte d'éviter la guerre mondiale révèlent l'échec de la politique de co-existence pacifique dont l'U.R.S.S. porte l'entière responsabilité :

« L'U.R.S.S. veut sauver la paix et sauvegarder la coexistence pacifique ? Bravo ! Mais pas d'accord de sauver la paix en laissant faire la guerre. Pour ma part, je préfère la guerre froide à cette vraie guerre qui ne prendra fin qu'avec la fin de ce pays héroïque, donc avec des millions de morts. »

C'est avec une teinte d'ironie qu'un autre lecteur déclare :

« Il s'agit, paraît-il, pour l'Union soviétique, de ne pas perdre son sang-froid, car au-delà de cette limite... on risque la conflagration mondiale. Alors, la mort dans l'âme, force est aux dirigeants des pays socialistes de laisser toutes initiatives à Johnson... Vous dites encore « la capitulation devant l'agresseur est le meilleur encouragement à l'agression », très juste ; mais que font d'autre — malgré eux peut-être ? — les pays socialistes avec la puissante U.R.S.S. en tête ? »

En laissant l'initiative aux Américains, dans l'espoir de sauver la paix, les Soviétiques ne font qu'accroître les possibilités d'une guerre mondiale. Il fallait riposter immédiatement, « faire sentir le poids de leurs folles entreprises aux Américains en décuplant leurs pertes en hommes et en matériel... en rendant inviolable l'espace aérien de la R.D.V.N. ». Les propositions découlent logiquement de telles remarques : il faut que l'aide de l'U.R.S.S. au Vietnam soit, 10, 50, 100 fois supérieure.

S'ils critiquent l'attitude de l'U.R.S.S., les lecteurs de l'*Humanité* s'en prennent aussi à la carence totale du P.C., aux initiatives « inopérantes et puériles » (lettres, télégrammes, collectes, marques de sympathie agissant assorties de qualificatifs grandiloquents) qu'il substitue à une politique d'ensemble, coordonnée avec celle des autres P.C. contre l'impérialisme américain.

Aide accrue aux Vietnamiens, envoi de volontaires, création d'une ligue internationale contre l'impérialisme, rupture des relations avec les Etats-Unis, boycott général des produits américains, manifestations, propagande plus intensive, telles sont les propositions d'action mises en avant par des militants las « de donner sans risque une signature anodine » et de « crier la Paix au Vietnam à... 500 mètres de l'ambassade américaine ».

A ces critiques, à ces propositions, quelles réponses donne l'*Humanité* ?

Pour défendre la justesse de la politique de coexistence pacifique, J.E. Vidal tente de prouver que l'U.R.S.S. a atteint son double objectif : éviter une guerre thermo-nucléaire et empêcher tout succès américain. Cette dernière affirmation paraît bien légère quand on pense au matériel considérable détruit chaque jour par les bombes en R.D.V.N. et aux milliers de morts faits dans la population civile ! Mais J.E. Vidal est catégorique : les pertes de l'aviation américaine augmentent chaque jour. On peut lui rétorquer l'argu-

ment pourrait-il en être autrement puisque les bombardiers et les bombardements sont de plus en plus nombreux ! »

« Le comportement des dirigeants chinois est une cause de l'agressivité accrue des Etats-Unis et de leur escalade militaire », continue J.E. Vidal.

S'il est indéniable que le conflit sino-soviétique est un frein à l'action anti-impérialiste, la responsabilité de la rupture incombe à la nature bureaucratique des deux Etats et non à la Chine seule. ment d'un lecteur : « Bien sûr, leurs pertes sont de plus en plus élevées, mais com-

### BUSINESS

Une information du « Monde » nous apprend que Nord-Aviation est sollicité par la société américaine Northrop Corporation de vendre soit des missiles air-sol plus efficaces que ceux des Etats-Unis pour tuer du Vietnamien en approchant moins la cible, soit les brevets des mêmes missiles. Voilà une affaire sur laquelle il faut avoir l'œil. Elle jugera de Gaulle et les siens.

Mais la même information précise que déjà les usines françaises exportent la moitié de leur production de missiles, et que les Etats-Unis sont leur principal client. Il ne semble pas que, jusqu'ici, les syndicats se soient intéressés à ce commerce. Il y aurait sûrement des ouvriers pour refuser ce travail, des cheminots pour refuser de tels transports, des dockers pour refuser de tels chargements. Quant aux technocrates « apolitiques » qui mijotent de telles affaires, ils doivent savoir qu'aussi anonymes qu'ils soient encore, leurs noms de criminels de guerre seront jetés sur la place publique et qu'ils se duperaient en dormant dans l'illusion d'une impunité assurée.

Par ailleurs, les impressionnants défilés de la place Rouge autorisaient à penser que, même sans le soutien de la Chine, l'U.R.S.S. était en mesure d'empêcher une seule bombe d'atteindre le sol vietnamien !

« La discussion est utile à condition que l'action en découle » proclame cyniquement J.E. Vidal après avoir, en des termes souvent grossiers, passé sous silence ou rejeté toutes les propositions concrètes faites par les lecteurs.

« S'il n'y a pas de volontaires au Vietnam, c'est que le gouvernement de la R.D.V.N. estime n'en avoir pas besoin. »

Il est réellement scandaleux de présenter le problème sous ce jour alors qu'on peut comprendre que le refus des Vietnamiens est motivé par la volonté de ne pas porter le conflit sino-soviétique sur leur territoire.

Masquer cette réalité, c'est vouloir se donner bonne conscience. Mais la proposition d'envoyer des Brigades internationales qui seraient sous la direction exclusive des Vietnamiens a-t-elle jamais été faite ?

A la rupture des relations avec les Etats-Unis, J.E. Vidal oppose un argument admirable : « relations ne signifie nullement bonnes relations, mais possibilité de faire connaître ses propres vues à un autre pays ».

Les Etats-Unis se sont, hélas ! chargés de répondre à Vidal en démontrant combien il est aisé de faire connaître son point de vue à un autre pays en l'absence de toute rencontre diplomatique !

Et il est non moins inquiétant de constater qu'après avoir amplement pris connaissance des vues des Soviétiques, les Américains aient intensifié la guerre au Vietnam !

« C'est l'affaire de chaque peuple vis-à-vis de son gouvernement de demander qu'il rompe les relations diplomatiques. »

L'échappatoire est misérable, et oublie la formule, « chaque travailleur a deux patries, la sienne et l'U.R.S.S. », ce qui de-